

étranger

AFRIQUE

Guinée

LE PREMIER ANNIVERSAIRE DE LA « DÉMOCRATIE MILITAIRE »

« Oui, nous sommes libres ! Et après ? »

Il y a un an, le 3 avril 1984, une semaine après la mort de l'ancien président Sékou Touré, l'armée prenait le pouvoir à Conakry. La Guinée sortait d'une dictature de plus d'un quart de siècle. Aujourd'hui, l'enthousiasme populaire qui avait salué le retour des libertés est quelque peu retombé. Les libertés demeurent, mais l'état de grâce a disparu.

Conakry. — Le gardien n'hésite pas avant de répondre : « Oui, il est là. » Soit. « Sékou » est donc là, sous les couronnes de fleurs artificielles, aujourd'hui poussées, qu'avaient déposées, dans une indescriptible bousculade, les chefs d'Etat accourus du monde entier aux obsèques. C'était il y a un an. Ce mercredi 26 mars, jour anniversaire, personne ne s'est approché du « mausolée des héros nationaux », en forme de kiosque à musique, qui abrite le cercueil.

L'endroit est calme, presque à l'abandon, mais rien n'a été dérangé. Il est vrai que le camp de la « milice nationale », qui est situé à quelques centaines de mètres, est de nature à décourager les nostalgiques de l'ancien régime. Quel contraste, un an après... 30 mars 1984 : le mausolée pris d'assaut par la foule, les monceaux de fleurs, les psalmodies des ulémas marocains, les plaintes des femmes et les pleurs des dignitaires du régime donnaient à la scène une apparence de fête funèbre antique. Avec la tristesse de circonstance, MM. Bush, Mauroy, Houphouët-Boigny, Diouf, Hissène Habré, Zia, d'autres encore, semblaient portés comme des fétus par la marée humaine qui se pressait devant la dépouille du « Grand Sily » et s'affligeait — avec une apparente sincérité — de la mort du tyran. Etait-il là alors ?

Sekou Touré l'antimodèle

Etait-il dans la mosquée du roi Fayçal qui, à proximité du mausolée, étale insollement au soleil le luxe de ses 15 millions de dollars ? Est-ce bien son corps, dans ce char traîné par des chevaux, que l'on a présenté, au stade, devant le monde entier, devant le peuple guinéen, aux ministres et à la « famille » qui, déjà, se disputaient sa vraie dépouille, le pouvoir, devant les militaires qui ne disaient mot mais qui, déjà, avaient préparé leur affaire, le coup d'Etat sans violence du

3 avril ? Peu importe qu'il repose ou non ici, sous ce morceau de carton sur lequel est inscrit un dérisoire « hommage à l'immortel Sékou Touré », ou à La Mecque, ou au Maroc... Mais que ce cadavre est donc envahissant !

En ce jour anniversaire, piètres commémorations : à « Poly » (Université polytechnique) et au lycée Boulbinet, quelques enfants d'anciens dignitaires aujourd'hui emprisonnés sont venus à l'école vêtus de blanc et arborant un badge à l'effigie de Sékou Touré. Devant la réaction des fils et des filles des disparus du camp Boiro, l'initiative a tourné court. Quoi d'autre ? Des prières, dit-on, et des « sacrifices », la nuit, dans le secret de certaines demeures ? Invérifiable. Tant de rumeurs circulent à Conakry...

Rien n'y fait : le buste du « guide », arraché au musée, a beau avoir jeté à la mer, Sékou Touré reste omniprésent, précisément parce qu'on fait tout pour l'oublier, comme s'il était possible, en un an, d'effacer les stigmates dans les corps et — surtout — les mentalités. A force de faire de Sékou Touré l'antimodèle, de se poser en s'opposant à lui, le régime militaire du colonel Lansana Conté s'expose à grossir le trait. Il a fait symboliquement afficher la déclaration des droits de l'homme dans les lieux publics. A un pouvoir civil qui fit régner la terreur a succédé un régime militaire qui voit dans la tolérance l'axe majeur de sa politique.

Populaires, les militaires guinéens sont toujours. Mais l'explosion de joie des lendemains de la prise de pouvoir, lorsque les portes du camp Boiro se sont enfin ouvertes, a perdu beaucoup de son intensité. Certes, les Guinéens savourent encore leurs libertés retrouvées. A Conakry, devenue ville ouverte, la circulation automobile, l'éclosion de restaurants et de boîtes de nuit, la prolifération des petits commerces, l'affluence dans les rues, notamment la nuit, suffisent à illustrer l'ampleur du « changement ».

Le colonel Lansana Conté, ce militaire rustique qui cultive son origine paysane, a su habilement gérer un an d'euphorie. Mais cette époque-là est révolue. Dans tous les milieux, et notamment au sein de la jeunesse, on entend : « Oui, nous avons la liberté. C'est un bien inestimable. Mais après, quoi d'autre, quand ? » L'heure n'est pas encore au désenchantement, mais une certaine impatience se fait jour.

De notre envoyé spécial

Le niveau de vie des Guinéens n'a guère évolué depuis un an et les grandes réformes promises se font attendre. Plus grave : à tous les niveaux de l'administration, y compris dans les cabinets ministériels, les fonctionnaires et les cadres de l'ancien régime, exécutants zélés — pour certains — de la dictature, sont restés en place. La bourgeoisie du « parti-Etat », le PDG, à qui Sékou Touré laissait la bride sur le cou, mais pour mieux la contrôler, a pillé pendant un quart de siècle les caisses de l'Etat. Elle continue de prospérer au grand jour, soulevant une exaspération croissante de tout le « petit peuple » exploité si longtemps et qui demande des comptes. A cet égard, rien n'a vraiment bougé en Guinée.

« Le peuple devient désabusé »

« On a changé le nom, mais c'est la même marchandise qui reste », reconnaît l'ancien premier ministre, le colonel Diara Traoré. Devenu ministre d'Etat chargé de l'éducation nationale, celui qui apparaissait comme le rival du président Conté, a adopté un « profil bas ». Ce qui n'empêche pas le franc-parler : « Le prestige du CMRN n'est pas intact. A l'heure où nous sommes, la situation n'est pas très favorable. La population commence à se décourager, le peuple devient désabusé. Nous avons eu le tort de ne pas définir le rôle de chacun et de garder les anciens dignitaires à leurs postes. Tout le monde n'est pas content du changement, loin de là. Si nous avons le courage de faire notre autocritique, cela pourra peut-être faire changer le peuple. »

Certains Guinéens ne craignent pas de soutenir que, à l'époque de Sékou Touré, des structures étatiques existaient et qu'elles ont été supprimées au profit d'un laxisme généralisé et d'un libéralisme qui, à force d'être sans entraves, devient inopérant. Ces jugements, certes extrêmes, sont cependant nourris par l'apparente incapacité du pouvoir à se donner les moyens de sa politique, même si, en effet, l'état de déliquescence du pays doit conduire à proscrire les solutions hâtives. Il n'empêche : la Guinée donne parfois l'impression d'être la champ clos d'une multitude de spécialistes étrangers de l'« import-export ». A l'hôtel Indépendance, comme les vautours au-dessus du

toit, certains hommes d'affaires trompent leur attente en tournoyant dans la piscine avant de faire le siège des cabinets ministériels... Ceux-là savent que, comme par le passé, leurs projets ont d'autant plus de chances d'être acceptés qu'ils seront accompagnés d'une juteuse commission. Les risques pour l'Etat guinéen de se faire gruger sont cependant encore limités : tant que les négociations entre les experts du FMI (Fonds monétaire international) et les autorités de Conakry n'auront pas abouti, la manne financière promise par les organisations internationales (FMI, PNUD, Banque mondiale, FED) ne sera pas versée.

Mais les militaires guinéens, débutants en politique, peuvent aussi être victimes d'« experts » qui, parfois aux antipodes des réalités du pays, sans souci du traumatisme laissé par plus d'un quart de siècle de dictature « éclairée » par le « modèle » soviétique, proposent d'autres types de développement « clés en main », cette fois orientés vers un capitalisme « sauvage ». Le terrain, il est vrai, est propice : du président Lansana Conté aux étudiants de « Poly », le credo libéral, les professions de foi en faveur de l'économie de marché, sont la règle. « A l'université, nous ont assuré des étudiants, Marx, c'est la bête noire. Seul le libéralisme compte. Si je créais un parti socialiste, dit l'un d'eux, même ma mère ne voterait pas pour moi ! »

« Monsieur Bernard »

Cette volonté généralisée de s'ouvrir vers l'extérieur pour accéder enfin à un mieux-être matériel, se heurte à de fortes pesanteurs. Une partie importante des quelque quatre-vingt-cinq mille fonctionnaires et agents de l'Etat, qui profitaient du « système » Sékou Touré, à la fois par la corruption et les fructueuses bénéfices tirés du taux parallèle de la monnaie nationale, le sily (jusqu'à douze fois le taux officiel), freinent systématiquement toute velléité de réformes, pour tenter de conserver leurs privilèges. M. Mamadou Balde, ministre d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative, estime qu'il faudrait « dégager un peu moins de la moitié de la fonction publique », soit environ quarante mille personnes, pour assainir celle-ci et permettre la création d'un véritable Etat, aujourd'hui inexistant. Les « nostalgiques » de l'ancien régime représentent aujourd'hui le principal obstacle à la politi-

que foncièrement libérale qu'entendent mettre en œuvre les militaires guinéens.

Le reste, notamment les querelles ethniques, semble avoir perdu de son acuité. Les Malinkés, dont le colonel Diara Traoré était réputé chef de file, semblent avoir — peut-être provisoirement — accepté qu'un président soussou dirige le pays et les Peuls s'engagent dans une sorte de trêve, du moins certaines initiatives le laissent-elles penser.

Reste « Monsieur Bernard » qui, à Conakry, ne fait pas l'unanimité. La première fonction de M. Bernard Vatrican est d'être le précepteur du chef de l'Etat. La bibliothèque de l'une des « villas de l'OUA » qu'il occupe en atteste par l'aligement d'une collection de « Que sais-je ». Envoyé à Conakry par le groupe CMC (Claude Marti Communication), il a, si l'on en juge par les progrès déjà réalisés par son « élève », accompli avec succès sa mission. Il vient de quitter son groupe pour devenir salarié, à part entière, de l'Etat guinéen. Proche conseiller du chef de l'Etat, qualifié par certains de « marabout blanc du président », son influence — vraie ou supposée — irrite de nombreux Guinéens. « Si on se laisse trop bernier par l'homme, il va nous emmener loin », confiait-il y a quelques jours un membre éminent du CMRN, qui ajoutait : « Il se conduit en chef d'Etat, il impulse tout. Il va jusqu'à se mêler des structures des militaires. Il n'est pas dans nos réalités. » Ces attaques ne paraissent pas émouvoir le président de la République qui garde confiance en son « expert ».

De toute façon, le cas de « Monsieur Bernard » apparaît secondaire face aux échéances politiques qui attendent le président Conté. Le pouvoir militaire, qui ne peut pas se soustraire plus longtemps à l'attente de la population, arrive à un tournant. Les réformes, tant sur le plan économique (notamment la dévaluation du sily, qui devra être compensé par une augmentation des salaires), que politique (l'élection des conseils de district et de quartiers), sont devenues indispensables. Par-dessus tout, il faudra bien rompre avec l'« héritage », c'est-à-dire, d'une manière ou d'une autre, vaincre les résistances des partisans du statu quo. Le régime militaire entrera sans doute alors dans une zone de turbulences. En Guinée, il s'écoulera encore de nombreuses années avant que « Sékou » soit tout à fait mort.

LAURENT ZECCHINI.